

## Burundi : le principal parti tutsi quitte le Gouvernement Nkurunziza

@rib News, 05/02/2014 â€“ Source AFPLes trois ministres du Gouvernement burundais issus du principal parti tutsi du pays, l'UPRONA, ont dÃ©missionnÃ© mardi et mercredi, enfouissant un peu plus le pays dans la crise politique, a annoncÃ© cette formation. Le ministre chargÃ© du DÃ©veloppement communal, Jean-Claude Ndiwokubwayo, avait dÃ©missionnÃ© mardi aprÃ©s-midi, et a Ã©tÃ© suivi dans la soirÃ©e puis mercredi par ceux de la Communication, LÃ©ocadie Nihaza, et du Commerce, Victoire Ndikumana, sur fond de diffÃ©rend entre l'UPRONA et le camp du prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza.

« C'est fait, le parti UPRONA ne fait plus partie du gouvernement », a annoncÃ© le porte-parole du parti, Tatien Sibomana, accusant Bujumbura de « tout faire pour dÃ©truire notre formation politique ». L'Union pour le progrÃ©s national (UPRONA) est la seule formation politique burundaise qui, Ã part le parti au pouvoir (CNDD-FDD, hutu), n'avait pas boycottÃ© les Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010. Les autres partis d'opposition estimaient que les Ã©lections, remportÃ©es par le prÃ©sident sortant Pierre Nkurunziza et son parti, Ã©taient biaisÃ©es. L'UPRONA Ã©tait depuis reprÃ©sentÃ©e au gouvernement par un vice-prÃ©sident et trois ministres. Mais le parti tutsi Ã©tait de plus en plus critique Ã l'Ã©gard du pouvoir ces derniers mois sur des sujets sensibles comme la question d'un Ã©ventuel troisiÃ©me mandat du prÃ©sident Nkurunziza, celles de la rÃ©vision de la Constitution ou encore de la rÃ©partition des terres. Ces deux derniers points sont ultra-sensibles dans les relations entre communautÃ©s hutu et tutsi, dans un pays thÃ©Ã¢tre entre 1993 et 2006 d'une longue guerre civile ayant exacerbÃ© les tensions ethniques. La Constitution du petit pays d'Afrique des Grands Lacs, issu des accords de paix, garantit un partage du pouvoir entre Hutu (85% de la population) et Tutsi (14%), qui s'articulait jusqu'ici autour du tandem CNDD-FDD/UPRONA. De plus, la commission chargÃ©e d'arbitrer les litiges fonciers hÃ©ritÃ©s de la guerre civile est accusÃ©e de favoriser les Hutu. Les tensions entre l'UPRONA et le reste du Gouvernement se sont transformÃ©es en crise ouverte en fin de semaine derniÃ©re, quand le ministre de l'IntÃ©rieur, Edouard Nduwimana, a destituÃ© le prÃ©sident de l'UPRONA, Charles Nditije, au profit d'un proche du CNDD-FDD. L'opÃ©ration a Ã©tÃ© perÃ§ue comme une tentative de noyautage de la formation politique. Pour avoir dÃ©savouÃ© la dÃ©cision du ministre de l'IntÃ©rieur, le Premier Vice-prÃ©sident burundais, Bernard Busokoza, tutsi et membre de l'UPRONA, a Ã©tÃ© limogÃ©. Un porte-parole de la prÃ©sidence, Willy Nyamitwe, a tentÃ© de calmer le jeu mercredi, assurant que des contacts Ã©taient en cours pour retourner Ã une « situation normale » avec l'UPRONA. Mais plusieurs personnalitÃ©s du parti tutsi, approchÃ©es pour occuper les postes vacants, ont jusqu'ici dÃ©clinÃ©, selon des sources concordantes.